

L'ENRACINEMENT DE LA CULTURE RÉPUBLICAINE EN FRANCE, ANNÉES 1880-1890

▪ Les mots du sujet

- **Culture républicaine** : « culture politique » comprenant un ensemble de codes et références mis en place par les républicains sous la III^e République et véhiculée par des médias : l'École laïque, l'imagerie, les partis, la presse.
- **Enracinement de la culture républicaine** : volonté politique des républicains au pouvoir de faire une nation de républicains.

▪ Notions et concepts utiles

- **République** : pour les Français, la République se confond avec la forme de la démocratie libérale (système politique où la souveraineté appartient théoriquement au peuple qui l'exerce par l'intermédiaire de représentants élus), mais il y a des Républiques autoritaires.
- **Idée républicaine** : née de la Révolution française, associée à la Terreur (1793-1794)
- **Mentalités** : représentations collectives (histoire culturelle)
- **Républicains modérés** (pour une République bourgeoise)/**républicains révolutionnaires** (pour une République sociale égalitaire).
- **Nationalisme/patriotisme**
- **Crise politique/crise de régime** : met en cause le régime

Introduction

Née sous la Révolution française, la République tarde à s'installer en France. Après un échec en 1848 (II^e République), elle est à nouveau proclamée le 4 septembre 1870 par L. Gambetta quand tombe Napoléon III. La III^e République marque ainsi le retour au pouvoir des idéaux révolutionnaires, mais les élections du 8 février 1871 organisées par le Gouvernement provisoire accordent la majorité aux monarchistes. L'influence des républicains semble donc réduite dans le pays, limitée aux classes populaires urbaines et à une partie de la bourgeoisie. L'idée de République qui renvoie à la Terreur (1793-1794) fait peur. Procédant de cette Assemblée conservatrice, c'est un monarchiste, Adolphe Thiers, qui est désigné comme chef de l'exécutif. Dans ce contexte, Paris, qui a

élu des républicains et se sent humiliée par trop de conservatisme, tente de mettre en place un gouvernement révolutionnaire – la Commune de Paris – qui défend un programme avancé : séparation de l'Église et de l'État, dévolution de l'appareil productif aux syndicats, instruction laïque et gratuite... mais si les Communards sont l'objet d'une répression sanglante ordonnée par Thiers (21 au 28 mai 1871), la République devient synonyme d'ordre dans les représentations collectives, les républicains modérés peuvent alors se distinguer des républicains révolutionnaires et conquérir les électeurs. C'est ainsi que le rapport des sièges entre monarchistes et républicains s'inverse au profit des seconds lors des élections qui sont organisées entre 1871 et 1879. En 1879, les républicains modérés sont majoritaires dans toutes les institutions (Chambre des députés, Sénat) instaurées en 1875. Il s'agit alors pour les républicains au pouvoir d'enraciner dans les mentalités la « culture républicaine » – soit une culture de gauche, démocratique, anticléricale et libératrice de toutes les appartenances. Comment les opportunistes au pouvoir parviennent-ils, malgré les oppositions, à enraceriner la « culture républicaine » pour créer une nation de républicains et affirmer la République en France dans les années 1880-1890 ?

Phrase-plan

- I. Si les républicains opportunistes, maîtres du pouvoir à partir de 1879-1880 dans les institutions qu'ils ont votées en 1875, engagent aussitôt une politique d'image, fondent l'École obligatoire laïque et votent les grandes lois de liberté pour enraceriner la culture républicaine dans le pays, tout en développant une propagande nationaliste et coloniale...
- II. Il n'en reste pas moins que la République est assez vite menacée dans ses principes par des contestations et des crises politiques (Boulangisme en 1886, affaire Dreyfus en 1898), mais celles-ci sont résolues par des élections, et conduisent à une redéfinition des forces partisans au profit de la gauche, confirmant l'enracinement de la culture républicaine après 1898 dans un système qui réussit à intégrer ses oppositions.

Sujet traité

- I. Si les républicains opportunistes, maîtres du pouvoir à partir de 1879-1880 dans les institutions qu'ils ont votées en 1875, engagent aussitôt une politique d'image, fondent l'École obligatoire laïque et votent les grandes lois de liberté pour enraciner la culture républicaine dans le pays, tout en développant une propagande nationaliste et coloniale...
- A. **Maîtres du pouvoir en 1879-1880 dans les institutions qu'ils ont mises en place en 1875, les opportunistes rejettent la référence à la Terreur et engagent une politique d'image visant à obtenir le consensus**

1. Les institutions de la III^e République sont des institutions de compromis avec les monarchistes

Minoritaires dans le pays en 1871, les républicains parviennent à conquérir le pouvoir par la voie électorale. En 1879-1880, ils sont maîtres de toutes les institutions instaurées par les trois lois constitutionnelles de 1875, qui sont des institutions de compromis. En effet, tandis que la Chambre des Députés – Chambre basse élue au suffrage universel direct – satisfait les républicains parce qu'elle est élue démocratiquement et qu'elle peut renverser le gouvernement (le président du Conseil), le Sénat – Chambre haute élue au suffrage indirect, moins démocratique, mais susceptible de faire contrepoids et comprenant des sénateurs inamovibles – , satisfait plutôt les monarchistes, tout autant que le choix d'un mandat de 7 ans pour le Président de la « République », terme qui apparaît pour la première fois dans la loi sur le Sénat.

2. Les opportunistes rejettent la Terreur et lancent une politique d'image pour obtenir le consensus

Cette politique d'image passe par une politique de symboles qui vise d'abord à rejeter la référence à la Terreur. Dès 1879, les républicains fixent au 14 juillet le jour de la fête nationale, rappel de la Fête de la Fédération (1790), qui célébrait l'unité de la nation le jour de l'anniversaire du 14 juillet 1789. *La Marseillaise* – le chant des révolutionnaires de 1792, appelant à la mobilisation pour la liberté – est choisie comme hymne national pour marquer les esprits. Par ailleurs, des signes simples remplacent les représentations figurées des régimes monarchiques : les deux lettres « R.F. » et la devise « Liberté-Égalité-Fraternité » sont placées sur les édifices et dans les lieux publics ; un buste allégorique de Marianne, coiffée ou non du bonnet phrygien, est installé dans chaque mairie. Sur les timbres-Poste, la

représentation de la Paix et du Commerce qui date de 1875 est conservée, symbole de la République modérée. Cette imagerie est largement diffusée dans les almanachs pour nourrir les représentations des classes moyennes montantes susceptibles d'adhérer au régime.

B. Les républicains fondent l'École obligatoire laïque et votent les grandes lois de liberté, emblématiques de la III^e République

1. L'École est le média choisi par les républicains pour enraciner la culture républicaine

Pour créer une nation de républicains, Jules Ferry (président du Conseil de septembre 1880 à novembre 1881 puis de février 1883 à mars 1885), mise sur la longueur du temps nécessaire à l'éducation de tout un peuple. Pour lui, la République doit être « une », il faut donc façonner une « unité des esprits » en imprégnant la conscience des enfants de la nation des principes de 1789. Mais la création d'une École gratuite obligatoire et laïque est un combat contre les catholiques qui s'opposent à l'obligation et surtout à l'École « sans Dieu ». Finalement, les choses aboutissent : la loi du 16 juin 1881 qui établit la gratuité de l'enseignement primaire est votée en premier, puis la loi du 28 mars 1882 impose l'obligation et la laïcité (la gratuité permet l'obligation). Une loi de 1885 impose aussi la laïcisation du personnel scolaire, les crucifix sont enlevés des salles de classes, même si certains resteront accrochés... À l'école, de 6 à 13 ans, les écoliers, dirigés par leurs instituteurs, « hussards noirs de la République », n'apprennent plus la morale religieuse qui est supprimée – ce qui est révolutionnaire –, ils apprennent la « culture républicaine » à travers la morale civique et la connaissance des héros de l'Histoire de France, dont ceux d'avant 1789 reconnus par les républicains. L'enseignement scolaire s'appuie sur le positivisme, la science et l'idée de progrès – un contenu qui doit éloigner de la « culture religieuse » et arracher les hommes à leurs appartenances pour leur permettre de devenir des sujets de droit libres d'un État neutre.

2. À côté de la politique scolaire, les républicains lancent de grandes réformes libérales

Le vote des grandes lois de liberté réalise le « programme » de la tradition libérale, qui renvoie aux idéaux de 1789. Pour réformer la société « à gauche », la loi du 30 juin 1881 établit la liberté de réunion, la loi du 29 juillet 1881 garantit la liberté de la presse, aussi fondamentale que le suffrage universel, puisqu'on ne peut théoriquement voter en connaissance de cause que si le droit de s'informer est garanti. Puis sont votées les lois de 1884 sur la liberté syndicale, un véritable tournant politique, ainsi que sur l'organisation municipale (élection des conseillers municipaux et des maires au suffrage

universel...). Ces réformes permettent au régime de fonder des corps intermédiaires par où la culture républicaine se diffusera également. La culture républicaine est donc une culture de progrès et de liberté.

C. Les républicains manipulent aussi les Français par une propagande patriotique et coloniale pour faire adhérer à la République

1. Les républicains sont patriotes

Depuis 1870, la perte de l'Alsace-Moselle, annexée par l'Empire allemand, est un traumatisme d'autant plus fort qu'on est attaché à la terre vécue comme mère-patrie, le patriotisme s'articulant avec une forme de nationalisme. L'École est donc investie comme lieu d'un enseignement patriotique républicain. L'enseignement de l'Histoire – d'après le *Dictionnaire pédagogique* de Ferdinand Buisson – et de l'instruction civique repose sur l'inculcation des valeurs patriotiques. Par exemple, le manuel de lecture *Le Tour de France par deux enfants* de Giordano Bruno (1877), vendu à 7 millions d'exemplaires jusqu'en 1914 met en scène deux orphelins, qui quittent l'Alsace annexée pour rechercher un oncle. Ce récit permet de rendre « visible et vivante » la France et de faire aimer la patrie. Mais l'École républicaine enseigne aussi un véritable nationalisme quand elle organise des « bataillons scolaires » qui défilent aux grandes manifestations publiques, le 14-Juillet (de 1882 à 1891), parodies militaires démontrant que l'école républicaine a placé la cause nationale au cœur de la raison scolaire.

2. La cause nationale est modelée par l'idéologie coloniale

Pour Jules Ferry (Ministre des colonies), la colonisation doit permettre à la France de redevenir une grande puissance après la défaite contre l'Empire allemand. C'est dans cet esprit que la III^e République se lance – en concurrence avec les autres puissances européennes – dans l'expansionnisme colonial. Elle prend ainsi le contrôle de la Tunisie (1881), du Tonkin (1885), de l'Indochine (1887) et de Madagascar (1896). Mais la colonisation est aussi, pour les nouveaux dirigeants, le moyen de diffuser la culture républicaine, issue des Lumières, et considérée comme civilisatrice. Dans cet esprit, Jules Ferry estime que la France a pour mission de « civiliser » les peuples d'Afrique et d'Asie. Par exemple, il défend fermement l'idée qu'il faut créer des écoles primaires dans les territoires colonisés, même s'il se heurte à l'hostilité des colons, notamment en Algérie (Kabylie), conquise en 1830. En métropole, les républicains font adhérer les Français à l'œuvre coloniale, pour laquelle il existe une sorte de consensus au nom de la culture républicaine, même si cette politique est contestée par Clemenceau (radical).

II. Il n'en reste pas moins que la République est assez vite menacée dans ses principes par des contestations et des crises politiques (Boulangisme en 1886, affaire Dreyfus en 1898), mais celles-ci sont résolues par des élections et conduisent à une redéfinition des forces partisans au profit de la gauche, confirmant l'enracinement de la culture républicaine après 1898 dans un système ayant réussi à intégrer ses oppositions

A. À partir de 1885, la République est contestée et traverse des crises politiques qui mettent en cause autant le régime parlementaire que les principes démocratiques et les valeurs sur lesquels elle se fonde

1. Dans les années 1885-1890, la République est contestée par trois types d'opposition

Dans un contexte de scandales qui discréditent le gouvernement, de difficultés économiques et d'isolement diplomatique après la perte de l'Alsace-Lorraine, la politique des républicains est contestée par trois types d'opposition : l'opposition nationaliste, derrière Boulanger, dénonce la faiblesse du régime parlementaire et appelle à la revanche. Les antiparlementaristes réclament un pouvoir fort, contraire aux principes d'une République démocratique ; l'opposition catholique conteste la politique scolaire anticléricale, une partie des catholiques restant fidèle aux monarchistes ; enfin l'opposition des classes populaires, influencées par le socialisme montant, met en avant la question sociale. Petit à petit, les faubourgs passent de l'opposition républicaine au socialisme.

La CGT, créée en 1895, refuse toute relation avec l'État républicain « bourgeois » et prône la révolution et la grève générale, mais les grèves sont réprimées par le pouvoir (à Fourmies le 1^{er} mai 1891, les grévistes réclament la journée de 8 heures). En 1894 le président Carnot qui avait succédé à Jules Grévy en 1887, est assassiné par un anarchiste italien...

2. La République est fragilisée par la crise boulangiste qui met à mal le pouvoir

Le boulangisme (1886-1889) dénonce le parlementarisme, donc la souveraineté populaire sur laquelle est fondé le régime républicain. Il trouve ses causes immédiates dans une affaire d'espionnage avec l'Allemagne (l'affaire Schnaebele) et ses causes profondes dans les déceptions que suscite la politique opportuniste. Les scandales qui se multiplient (Panama en 1888) discréditent le régime. Dans ce contexte, le général Boulanger, nationaliste, ministre de la guerre en 1886, radié du gouvernement, fait

campagne et rallie tous les mécontents (de droite ou de gauche) derrière le slogan : « Révision, Dissolution, Constituante », réclamant un pouvoir fort, dénonçant la République parlementaire, et appelant à la revanche sur la Prusse. Devant ses succès électoraux à Paris (élections partielles de 1889), ses partisans le poussent à prendre le pouvoir par la force, mais il se suicide. Il est intéressant d'observer que, contrairement à Paris, la presse régionale a soutenu la République parlementaire pendant la crise boulangiste, signe d'un véritable enracinement de la culture républicaine dans l'opinion.

3. À partir de 1898, l'Affaire Dreyfus divise l'opinion

Par la publication de *J'accuse!*, E. Zola relance l'Affaire Dreyfus. Il interpelle l'État pour dénoncer le non-respect des principes républicains au procès de Dreyfus. Alfred Dreyfus est condamné sans preuves pour espionnage par la justice militaire, les principes des droits de la défense et de l'égalité devant la justice n'ont pas été respectés. L'Affaire oppose les **dreyfusards** (qui défendent les droits de l'homme) et les **antidreyfusards** (qui soutiennent la raison d'État et l'Armée qui ne veut pas reconnaître l'erreur judiciaire).

B. Les débats et combats suscités par les crises ont finalement pour effet de recomposer les forces politiques au profit de la gauche et de réaffirmer la culture républicaine dans le système politique français

1. La crise du boulangisme contribue à reclasser les forces politiques droite-gauche

Depuis 1875, les monarchistes disparaissent peu à peu comme force de droite, remplacés par les antiparlementaristes, favorables à un pouvoir fort. Le nationalisme traditionnellement de gauche, passe clairement à droite car il est lié à l'idée de revanche. Les défenseurs de la République, favorables au régime parlementaire, forment donc la gauche qui se voit unie dans un élan de **défense républicaine**, dont témoignent les résultats électoraux de 1889 dans presque toutes les provinces de France – la paysannerie est en passe de devenir la base du régime.

De plus, après le boulangisme, l'encyclique *Au milieu des sollicitudes* du pape Léon XIII (1892) tire les conséquences de l'échec de la cause monarchiste en France en appelant les catholiques à se rallier à la République. Le ralliement des catholiques n'est pas acceptation totale de la législation républicaine, mais ralliement « au système républicain » dans lequel ils

vont s'efforcer d'agir pour défendre leurs idées, créant le courant de la démocratie chrétienne, et stigmatisant la droite conservatrice comme hostile à l'anticléricalisme républicain.

2. L'Affaire Dreyfus a pour effet d'unir les forces de gauche contre la droite

L'Affaire Dreyfus se résout électoralement par la victoire des républicains modérés aux élections de 1898. La gauche dreyfusarde est désormais seule considérée comme véritablement républicaine. Le soutien de l'Église française au camp antidreyfusard et aux partis antirépublicains entraîne une montée de l'anticléricalisme chez les républicains, ce qui contribue à ressouder son unité. **Le gouvernement Waldeck-Rousseau (1899-1902)**, qui est formé, est un gouvernement de Défense républicaine : Waldeck-Rousseau épure l'administration et l'armée, il fait juger par exemple les chefs de certaines ligues antidreyfusardes, dissout la Congrégation des Assomptionnistes et réprime les agitations nationalistes. C'est le début de la République radicale qui s'appuie socialement sur la paysannerie individualiste (ralliée à la République) et sur la bourgeoisie détentrice du pouvoir. Les radicaux vont poursuivre la politique de laïcisation de la société commencée par les opportunistes, contribuant à enraciner d'autant plus la culture républicaine en France. La droite se retrouve dans l'opposition, désormais clairement nationaliste, autoritaire et militariste.

3. À la fin des années 1890, la République n'est plus contestée

Elle a même intégré toutes les oppositions auxquelles elle devait faire face. Elle n'est plus menacée par ses opposants traditionnels : monarchistes, catholiques et radicaux des années 1870-1880. Les catholiques sont ralliés, les radicaux sont au pouvoir et les socialistes progressent. Dans les années 1890, la Marianne habillée de rouge sert aux socialistes à montrer leur opposition face aux républicains de gouvernement, considérés comme des traîtres, les radicaux « glissant » bientôt vers la droite. Le système républicain parvient donc à inclure les exigences d'une remise en cause permanente concernant les progrès de la démocratie et des droits sociaux.

Conclusion

Si la République a tardé à s'affirmer en France, ce sont les républicains opportunistes qui, à partir des années 1880-1890, « synthétisent le modèle républicain » (S. Bernstein, O. Rudelle). Une fois parvenus au pouvoir par la voie électorale, ils réussissent à enraciner la culture républicaine dans les représentations collectives pour « produire » une nation de républicains,